



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-34956>

Département(s) de publication : **77, 75, 91, 92, 94, 95, 78**

Annonce n° **24-34956**

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** EPAMARNE

**Correspondant :** MME GUEYE Victorine, Juriste marchés publics

**Adresse :** 8 avenue André-Marie Ampère, 77447 Marne la vallée

**Coordonnées :**

**Courriel :** Service-achats@epa-marnelavallee.fr

**Adresse internet :** <https://www.epamarne-epafrance.fr>

### Section 2 - Description du marché

**Objet du marché :** Le marché a pour objet l'élaboration de procédures environnementales sur le lot MINEFI pour le compte d'EpaMarne.

**Lieu d'exécution :** Périmètre d'intervention EpaMarne, 77447 Marne la vallée

### Section 3 - Caractéristiques du marché

**Caractéristiques principales :** Le marché porte sur les missions suivantes : - Mission A : Etape de cadrage - Mission B : Intégration des études environnementales existantes au dossier d'étude d'impact Les études faunes flores, de circulation, d'état des sols, de pollution des sols étant déjà attribuées en 2023, le titulaire du marché devra travailler en lien avec des bureaux d'études en charge des études précitées. - Mission C : Réalisation des études environnementales nécessaires à l'étude d'impact o C1 - Etude acoustique o C2 - Etude hydraulique du bassin versant et étude d'assainissement pluvial o C3 - Etude de faisabilité sur le développement des énergies renouvelables o C4 - Etude qualité de l'air o C5 - Etude de l'optimisation de la densité o C6 - Etude d'effet d'îlot de chaleur urbain - Mission D : Réalisation du dossier de l'étude d'impact - Mission E : Actualisation de l'analyse des incidences cumulées à l'échelle du pôle gare de Noisy-Champs - Mission F : Rédaction du mémoire en réponse à la suite de l'avis de l'autorité environnementale - Mission G : Réalisation du Dossier loi sur l'eau - Mission H : Rédaction du dossier de demande d'autorisation de défrichement

**Refus des variantes.**

### Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

12 mois à compter de la notification du marché.

## Section 5 - Conditions relative au marché

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément de celles faites en français : français

## Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. ;5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. ;1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

## Section 7 - Critères d'attribution

**Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)**

## Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

## Section 10 - Conditions de délai

**Date limite de réception des offres :** 15/04/2024 à 12:00

**Délai minimum de validité des offres :** 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## Section 11 - Autres renseignements

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** M2024-002 - SA/VG-DO2/EK

**Renseignements complémentaires :** La consultation ne se décompose pas en lots au motif que les prestations concernées sont homogènes. Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification. Il n'est pas reconductible. Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique (CCP), dans l'hypothèse où des missions similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché seraient nécessaires, celles-ci pourront donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalables. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Melun, 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun, tél. : 01 60 56 66 30, télécopieur : 01 60 56 66 10, courriel : Greffe.ta-melun@juradm.fr, adresse internet : <http://Melun.tribunal-administratif.fr>

## Section 12 - Adresses complémentaires

**Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :**

**Coordonnées :**

**Adresse internet :** [https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL\\_2024\\_Xw2vAuFj7x](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_Xw2vAuFj7x)

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 22/03/2024